



Les organisations syndicales signataires représentant 85% des personnels de l'ONF, de tous statuts

Constatent et dénoncent :

- Un contrat d'objectif et de performance (COP) imposé il y a moins de deux ans contre l'avis des personnels par le directeur général qui en concède aujourd'hui l'obsolescence : « *la maquette financière associée au COP n'étant pas réaliste en terme de produits* » (extrait du CR de CODIR plénier du 04/09/17).
- Une direction qui depuis deux ans masque un déficit structurel par des cessions immobilières et des opérations à court terme qui ne font qu'accroître les hypothèques sur l'avenir.
- Une direction qui annonce de nouvelles réductions d'effectifs, contrairement aux engagements pris avec l'Etat.
- Un dialogue social devenu inexistant du fait des méthodes mises en place depuis deux ans par la Direction de l'ONF et qui vont s'accroître : non-respect des instances représentatives des personnels, non-respect des textes de la fonction publique et des textes réglementaires,
- La mise en place d'un régime d'intimidation : licenciements multiples, déplacements d'office, départs non volontaires, etc...
- Un manque de respect notoire et récurrent de la direction envers les représentants des personnels notamment de droit privé
- Une direction qui, au terme d'une pseudo-négociation fermée, cherche à imposer aux personnels de droit privé une convention collective nationale défavorable rejetée unanimement.
- Une direction qui a perdu définitivement tout crédit auprès des personnels de tous statuts.
- Une direction qui se discrédite au travers d'un discours technique et stratégique sur les missions, qui va à l'encontre des engagements signés par l'Etat et la FNCOFOR dans le COP 2016-2020, des valeurs de l'ONF, de l'intérêt de la forêt publique et de sa gestion durable.

Sollicitent l'Etat afin qu'il intervienne pour mettre fin à cette situation

Appellent les personnels:

- A se réunir en assemblées générales et/ou à débattre, ensemble, quels que soient leurs statuts, de l'avenir de notre établissement.
- A se préparer aux mobilisations à venir.

Paris le 14 novembre 2017